

Crise du coronavirus et « Grand Confinement » : sombres perspectives pour 2020, lueur d'espoir pour 2021 selon le FMI

« Cette crise représente une menace très grave pour la stabilité du système financier mondial (...) Il est très probable que cette année, l'économie mondiale connaîtra sa pire récession depuis la Grande Dépression », a récemment estimé l'économiste en chef du Fonds monétaire international, Gita Gopinath. Dans ses « Projections pour l'année 2020 », publiées le 15 avril, le FMI table sur une contraction du **produit intérieur brut (PIB)** mondial de 3% (voir le chapitre en seconde [« Comment crée-t-on des richesses et comment les mesure-t-on ? »](#)), même s'il subsiste encore de nombreuses incertitudes. Si les États-Unis devraient connaître une récession historique de 5,9% du PIB, l'Europe sera donc la zone la plus affectée par le choc macroéconomique de la crise du coronavirus. Dans la zone euro, le FMI prévoit une chute du PIB de 7,5%. En Italie, la contraction devrait atteindre plus de 9% et 8% en Espagne, 7% en Allemagne...

Pour la France, l'institution table sur une récession de 7,2%, soit une prévision légèrement plus optimiste que celle du gouvernement qui table quant à lui sur une chute de 8%. Face à une telle contraction du PIB mondial, le nombre de chômeurs devrait également brutalement augmenter dans la plupart des pays touchés par l'épidémie, avec un **taux de chômage** supérieur à 10% aux États-Unis, 12% en Italie, 20% en Espagne. Les États-Unis retrouvent d'ailleurs actuellement, comme durant les années de la « Grande Dépression » durant les années 1930, les images d'une partie de la population plongée dans une grande précarité, en raison de destructions massives d'emplois au sein de l'économie américaine, et d'un appauvrissement brutal lié à la chute des revenus.

Le FMI prend en effet comme point de comparaison, pour exprimer l'ampleur du choc, la « Grande Dépression » des années 1930, en précisant qu'à l'époque le PIB mondial avait chuté de 10% (voir le chapitre en terminale ES [« Comment expliquer l'instabilité de la croissance ? »](#)) : si lors de ce « Grand Confinement » de 2020, selon l'expression du Fonds, la **récession** serait moins sévère que durant les années 1930, elle serait nettement plus forte qu'en 2009 (- 0,1 %), soit l'année qui a suivi la dernière grande crise financière. Pour endiguer la pandémie, les gouvernements se sont résolus à confiner leur population, fermer les commerces non essentiels, réduire drastiquement le trafic aérien, paralysant ainsi des secteurs entiers de l'économie. Ces mesures ont généré des effets cumulatifs dépressifs en raison d'un **choc d'offre** et un **choc de demande** conjugués. Comme en 1929 et 2009, un autre canal a amplifié la transmission du choc : le commerce international s'est effondré. Le Fonds monétaire international projette ainsi une baisse de 11 % du volume d'échanges de biens et services en 2020. Il précise que la crise que nous vivons aujourd'hui, a ceci d'inédit que les politiques de stabilisation et de relance économique, qui stimulent la **demande globale**, sont inopérantes dans la mesure où la récession est dans une large mesure la conséquence des mesures de confinement nécessaires.

Par ailleurs, et à l'inverse de l'organisation du monde dans les années 1930, le FMI souligne l'importance de la **gouvernance mondiale** (avec la mobilisation du G7, du G20) et l'existence d'institutions multilatérales comme le FMI et la Banque mondiale, capables de fournir une aide financière immédiate pour aider les pays les plus vulnérables.

Le FMI estime par ailleurs qu'en période de pandémie, la **politique budgétaire** est essentielle pour sauver des vies et protéger les populations. Jusqu'à présent, les pays ont pris des mesures budgétaires vigoureuses (hausse des dépenses publiques, stimulus fiscal, prêts, garanties et injections de capitaux du secteur public) d'un montant proche de 8 000 milliards de dollars, pour endiguer la pandémie et limiter les dégâts qu'elle engendre sur le plan économique.

Selon le FMI, les pays doivent suivre trois grands principes de stimulation budgétaire (voir le chapitre [*« Comment les agents économiques se financent-ils ? »*](#)) :

1/ apporter en priorité une aide aux ménages pour leur garantir un accès aux biens et services de base et à un niveau de vie décent, et privilégier un soutien aux entreprises viables afin de limiter les vagues de licenciements et les faillites ;

2/ mobiliser de manière transparente pour l'opinion des ressources budgétaires et en tenir une comptabilité stricte ;

3/ évaluer les risques budgétaires et leur impact sur les finances publiques à moyen/long terme, même si certaines mesures, comme les garanties publiques accordées sur les prêts aux entreprises par exemple, peuvent n'avoir qu'un coût faible au début, mais peuvent peser plus lourdement sur les comptes publics ensuite si les entreprises ne respectent pas leurs obligations.

Pour sauver des vies à l'échelle mondiale, le FMI préconise que les pouvoirs publics financent autant que nécessaire le renforcement des services de santé et d'urgence. Mais il s'inquiète des restrictions en matière d'emprunt dans de nombreux pays émergents et pays en développement qui ne peuvent réorienter les dépenses vers le secteur de la santé, tout en préservant les dépenses de protection sociale et les services publics essentiels (transports, énergie, communications).

Le FMI insiste sur un objectif crucial : renforcer la coordination internationale des politiques économiques, notamment par un échange intense d'informations entre États, pour mettre au point un vaccin et des médicaments à des prix abordables dans le monde entier et soutenir les pays dont les capacités sanitaires sont faibles, notamment par une aide, des ressources médicales et un financement d'urgence. Le FMI se dit d'ailleurs prêt à utiliser sa capacité de prêt de 1 000 milliards de dollars pour aider ses pays membres, en particulier les pays en développement à faible revenu.

Malgré des prévisions très pessimistes pour 2020, le FMI entrevoit un rebond de l'économie mondiale dès 2021, avec une croissance du PIB mondial attendue de 5,8 %. Mais à condition que la pandémie soit effectivement maîtrisée au second semestre de cette année.

Projections du FMI pour l'économie mondiale (avril 2020)

	2019	Projections	
		2020	2021
Production mondiale	2,9	-3,0	5,8
Pays avancés	1,7	-6,1	4,5
États-Unis	2,3	-5,9	4,7
Zone euro	1,2	-7,5	4,7
Allemagne	0,6	-7,0	5,2
France	1,3	-7,2	4,5
Italie	0,3	-9,1	4,8
Espagne	2,0	-8,0	4,3
Japon	0,7	-5,2	3,0
Royaume-Uni	1,4	-6,5	4,0
Canada	1,6	-6,2	4,2
Autres pays avancés 2/	1,7	-4,6	4,5
Pays émergents et pays en développement	3,7	-1,0	6,6
Pays émergents et pays en développement d'Asie	5,5	1,0	8,5
Chine	6,1	1,2	9,2
Inde 3/	4,2	1,9	7,4
ASEAN-5 4/	4,8	-0,6	7,8
Pays émergents et pays en développement d'Europe	2,1	-5,2	4,2
Russie	1,3	-5,5	3,5
Amérique latine et Caraïbes	0,1	-5,2	3,4
Brésil	1,1	-5,3	2,9
Mexique	-0,1	-6,6	3,0
Moyen-Orient et Asie centrale	1,2	-2,8	4,0
Arabie saoudite	0,3	-2,3	2,9
Afrique subsaharienne	3,1	-1,6	4,1

Source : *Perspectives de l'économie mondiale* (avril 2020)